

L'Europe post-corona face aux dérives populistes

LE TEMPS LUNDI 25 MAI 2020

OPINION

Avec la crise du Covid-19, les débats, critiques et projets de réformes se multiplient sur l'avenir de l'Union européenne (UE). Le courant conservateur veut aussi tracer la voie de ce futur: priorités nationales face à la mondialisation débridée, discours xénophobes face à la migration, frontières réactualisées. N'en déplaise aux rhétoriques populistes, de nombreux mécanismes ou plans de relance, parfois controversés, sont en cours au sein de l'UE.

En politique de santé, des réformes de court et moyen terme doivent améliorer les conditions de formation, de travail et d'autosuffisance en équipement sanitaire. Plusieurs plans ou financements d'envergure sont décidés ou en discussion pour stimuler la création d'emplois, le défi majeur avec un chômage de 25 millions d'Européens, surtout dans les pays en crise.

La Banque centrale européenne (BCE) va libérer 1000 milliards d'euros de crédit (achats de dette publique et privée). La politique budgétaire, moins rigide avec la levée de la conditionnalité sur le déficit des 3%, permet plus de marge de manœuvre aux pays et les ministres des Finances de l'Uuro ont convenu d'un Plan d'aide de 540 milliards (mesures anti-chômage, prêts aux secteurs touchés, soutien aux États affaiblis). Enfin, le «plan de relance» de 500 milliards lancé par Angela Merkel et Emmanuel Macron crée un mécanisme temporaire que l'UE assumera, pas les États bénéficiaires.

Le «socle européen des droits sociaux»,

adopté par le Conseil européen fin 2017, offre, de son côté, le cadre de référence pour la mise en œuvre des politiques sociales adéquates: égalité des chances, accès au marché du travail, protection sociale, lutte contre le dumping social. Enfin, le Pacte vert – le «Green Deal européen» – lancé en décembre 2019 engage l'UE pour la neutralité carbone d'ici à 2050, dans le respect de l'Accord de Paris. Au-delà des deux volets à peine lancés (biodiversité et alimentation saine, «de la ferme

à la fourchette»), le «Pacte vert» va mobiliser un vaste plan d'investissements: énergie renouvelable, mobilité et infrastructures durables, virage numérique...

De telles politiques sont à même de réduire la vulnérabilité de l'Europe face aux chaînes de valeur mondialisées, pas seulement dans le secteur de la santé, tout comme le «filtrage» des investissements directs étrangers dans l'UE (de Chine notamment) et les mesures anti-blanchiment de capitaux adop-

tées récemment. Ces politiques renforcent aussi la gouvernance globale de l'UE, face aux États-Unis et à la Chine et valorisent les 17 Objectifs de développement durable 2030 de l'ONU (éradiquer la pauvreté, égalité des genres, travail décent...), avec un nouveau partenariat avec l'Afrique.

Les conflits d'intérêts «nationaux – européens» subsistent bien sûr, le récent jugement de la Cour de Karlsruhe (sur le rachat des dettes publiques) le montre. Et l'Allemagne, peu endettée (plus de 60% du PIB, contre plus de 150% à l'Italie, plus de 100% pour la France et l'Espagne et 40% la Suisse),

couvre à elle seule la moitié des aides d'État accordées aux entreprises européennes, notamment dans le secteur automobile et aéronautique, avec, comme en France, des perspectives de «relocalisation» nationale (textile, pharma, transport...).

Parallèlement, de bonnes initiatives nationales pourraient inspirer la Suisse: l'Italie régularise des centaines de milliers de sans-papiers, pour des raisons économiques, sécuritaires et humanitaires, dans les secteurs de l'agriculture, du travail domestique et de l'aide à la personne. Et le fonds souverain de la Norvège, le plus important du monde, vient de placer sur sa liste noire pour des raisons environnementales le géant minier de Zoug Glencore et le géant minier brésilien Vale, accueilli avec des faveurs fiscales dans le canton de Vaud il y a plus de dix ans. A quand de telles politiques de placement de la BNS?

Au cœur de l'Europe, très intégrée à son marché et partageant les mêmes valeurs, la Suisse ne peut que saluer ces politiques de relance et de réformes post-Covid-19. Et le peuple suisse aura la sagesse fin septembre de balayer l'initiative de l'UDC contre la libre circulation des personnes. Quelle serait l'alternative à des relations dynamiques avec cette communauté de démocratie, de droit et d'intérêts qu'est l'UE? ■

Quelle serait l'alternative à des relations dynamiques avec cette communauté de démocratie, de droit et d'intérêts qu'est l'UE?

MARIO CARERA
MEMBRE DU CD DU PSS,
DÉLÉGUÉ AU PS EUROPÉEN

